



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2019-13 - Séance du 29/03/2019

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

| Nombre des membres | | |
|---------------------|----------|---------------------------|
| Membres en exercice | Présents | Qui a pris part aux votes |
| 13 | 08 | 08 |

| Vote | |
|---------------|---|
| Pour | |
| Contre | |
| A l'unanimité | x |

L'an 2019, le 29 mars à 9h00, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Alain SOULIER, Vice-Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 22/03/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 22/03/2019.

Présents :

Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Jean-Luc DE LA CLERGERIE, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Marie- France TEXIER, Jean – Marie COURTES.

Absents excusés:

Jean-Luc MEISSONNIER, Christiane GAUBERT, Michel BAUDOUR

Absents :

Anna RAMORA, Fabien PEETERS

Secrétaire de séance :

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

N° DLP2019 -13 - EHPAD LES PINS BESSONS : ACTUALISATION DU RÈGLEMENT DE FONCTIONNEMENT DE L'EHPAD INTEGRANT LES OUTILS DE LA LOI D'ADAPTATION DE LA SOCIETE AU VIEILLISSEMENT (dite Loi ASV)

Le règlement de fonctionnement et le contrat de séjour, annexés à la présente note de synthèse, ont pour objet de définir la nature et le contenu de l'accompagnement des personnes accueillies, dans le respect des principes déontologiques et éthiques, des recommandations de bonnes pratiques professionnelles ainsi que du projet d'établissement.

Ils précisent les droits et obligations des résidents et de l'établissement, la nature des prestations, les conditions de facturation, les modalités de maintien du résident dans les lieux ou de son départ de l'établissement.

La signature du contrat de séjour engage les deux parties : EHPAD et Résident :

- à l'application de ses termes
- au respect du règlement de fonctionnement de l'EHPAD

Ces documents ont été présentés au Conseil de Vie Sociale de la structure le 8 janvier 2019.

Il est proposé aux membres du Conseil d'Administration de valider le contrat de séjour et le règlement de fonctionnement qui prendront effet à date de l'arrêté des prix de journée 2019 fixés par le Département.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré à l'unanimité **APPROUVE** l'actualisation du règlement de fonctionnement.

Pour extrait conforme,
Le 04/04/2019,
Le Vice-Président du C.C.A.S.,
Alain SOULIER

